

Convention collective départementale

IDCC : 1159. – **MÉTALLURGIE
DE LA NIÈVRE**

(10 décembre 1981)

(Etendue par arrêté du 26 mai 1982,
Journal officiel du 20 juin 1982)

AVENANT DU 17 NOVEMBRE 2005

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS

NOR : *ASET0650099M*

IDCC : *1159*

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie de la Nièvre (UIMM de la Nièvre),

D'une part, et

La CFTC ;

La CGT-FO ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations effectives annuelles garanties

Dispositions générales

Date d'application : les REAG figurant dans le tableau ci-après sont applicables à compter de l'année 2005.

Définition et modalités d'application : les rémunérations effectives annuelles garanties sont applicables à l'ensemble des salariés visés à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Elles constituent le salaire brut annuel au-dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes âgés de moins de 18 ans (art. 18 des dispositions générales de la présente convention collective). En aucun cas ces valeurs annuelles ne pourront servir de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les valeurs des tableaux figurant en annexe sont établies pour un horaire de travail effectif correspondant à la durée légale applicable à l'entreprise. Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Ces valeurs annuelles seront applicables *pro rata temporis* en cas d'embauche ou de départ du salarié en cours d'année, ou en cas de survenance pour le salarié, pendant l'année, d'une suspension du contrat de travail ou d'un changement de classification ou de catégorie.

Assiette et date de comparaison

Pour la comparaison des sommes réellement perçues par les salariés avec les présents barèmes, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts des salaires à l'exception :

- des primes d'ancienneté ;
- des sommes ayant le caractère de remboursements de frais ;
- de l'indemnité de panier de nuit prévue par la présente convention collective ;
- des sommes perçues dans le cadre des dispositions légales d'intéressement et de participation, et
- des sommes versées à titre de régularisation au titre des REAG de l'année précédente.

Cette comparaison est effectuée dans le courant du mois de janvier suivant l'année considérée.

Entreprises soumises à une durée légale du travail de 35 heures (base 151,67 heures)

Ces valeurs annuelles de la REAG base 151,67 h sont établies pour la durée annuelle correspondant à un horaire de travail hebdomadaire de 35 heures.

Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié. Elles supporteront, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Barèmes des REAG, base 151,67 heures (horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures)

Rémunérations effectives annuelles garanties

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEFF.	OUVRIERS	ADM. TECHNIQUE et agents de maîtrise	AG. MAÎTRISE d'atelier
I	1	140	14 300	14 300	
	2	145	14 350	14 350	
	3	155	14 500	14 500	
II	1	170	14 615	14 615	
	2	180		14 650	
	3	190	14 900	14 900	

NIV.	ÉCH.	COEFF.	OUVRIERS	ADM. TECHNIQUE et agents de maîtrise	AG. MAÎTRISE d'atelier
III	1	215	15 250	15 250	15 250
	2	225		15 718	
	3	240	16 544	16 544	16 544
IV	1	255	17 406	17 406	17 406
	2	270	18 386	18 386	
	3	285	19 584	19 584	19 584
V	1	305		20 946	20 946
	2	335		22 659	22 659
	3	365		24 628	24 628
		395		26 724	26 724

Article 2

Prime de panier de nuit

Les parties décident de passer la valeur de la prime de panier de nuit (prévu à l'article 18-II de la présente convention) de 6,00 € à 6,50 € à compter du 18 novembre 2005.

Article 3

Rémunérations minimales hiérarchiques

Dispositions générales

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Elles sont déterminées à partir d'une valeur de point.

A compter du 1^{er} décembre 2005, la valeur du point durée légale 35 heures (base 151,67 h) est de 4 €.

En conséquence, des barèmes distincts de RMH sont établis en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise. Le barème de RMH est établi en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise et comprend les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Il incombe donc à chaque entreprise d'adapter le barème qui lui est applicable en fonction de l'horaire de travail effectif de ses salariés.

Par application de l'accord national du 30 janvier 1980, les RMH sont majorées :

- de 5 % pour les ouvriers, et ;
- de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Les tableaux ci-après intègrent ces majorations.

Entreprises soumises à une durée légale
du travail de 35 heures (base 151,67 heures)

Les rémunérations minimales hiérarchiques ci-après sont égales à la valeur du point base 151,67 h (4 €) multipliée par le coefficient, ce produit étant ensuite majoré de 5 % pour les ouvriers et de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

C'est en multipliant la valeur de la RMH par le pourcentage correspondant à l'ancienneté du salarié (de 3 % à 15 % selon les cas) que l'on obtient le montant de sa prime d'ancienneté.

Il incombe à chaque entreprise d'adapter ce barème en fonction de l'horaire de travail effectif de ses salariés.

***Barème des RMH à compter du 1^{er} décembre 2005
servant de base au calcul de la prime d'ancienneté***

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEFF.	OUVRIERS		ADM. et techniciens		AG. MAÎTRISE	AG. MAÎTRISE d'atelier
I	1	140	O 1	588	560			
	2	145	O 2	609	580			
	3	155	O 3	651	620			
II	1	170	P 1	714	680			
	2	180			720			
	3	190	P 2	798	760			
III	1	215	P 3	903	860	AM 1	860	920
	2	225			900			
	3	240	TA 1	1008	960	AM 2	960	1027
IV	1	255	TA 2	1071	1020	AM 3	1020	1091
	2	270	TA 3	1134	1080			
	3	285	TA 4	1197	1140	AM 4	1140	1220
V	1	305			1220	AM 5	1220	1305
	2	335			1340	AM 6	1340	1434
	3	365			1460	AM 7	1460	1562
		395			1580		1580	1691

Article 4

Formalités de dépôt

Le présent accord, établi conformément aux articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Nièvre.

(Suivent les signatures.)